



CONCLUSION EN FORME DE PROSPECTIVE

PIERRE SICARD

La réélection de Barack Obama signale-t-elle un changement profond et durable dans l'équilibre des forces politiques, ce que les politologues américains appellent un *'realignment'* ? L'un des deux grands partis contrôle la présidence, une ou deux chambres du Congrès et ceci qui lui permet à terme d'obtenir une majorité au sein de la Cour suprême. Une telle domination ouvre un cycle long de plusieurs décennies caractérisé par une prégnance idéologique forte. Sont rendues ainsi possibles des réformes économiques et sociales marquantes.

Un réalignement intervient dans une période de crise. Il traduit le rejet d'une gouvernance, c'est-à-dire d'un ensemble de choix qui ont précipité la crise (on pourrait parler de causes endogènes) et/ou l'incapacité de faire face à des événements extérieurs graves. C'est à la fois une équipe et une idéologie qui sont discréditées, conduisant à la recherche d'une alternative.

Deux grands réalignements se sont produits au XX^e siècle. Le premier avec Franklin Roosevelt dans les années 1930, le second avec Ronald Reagan dans les années 1980. Le krach boursier a été l'élément déclencheur du premier : les excès de la spéculation, un partage très inégal de la richesse (d'origine plus spéculative que productive) ont provoqué une crise de confiance brutale dans les fondements de la prospérité. L'échec d'Hoover et des républicains à y porter remède a précipité un raz-de-marée électoral confirmé en 1936. Sont nées de ce mouvement les grandes réformes économiques et sociales du New Deal. Harry Truman, John Kennedy et surtout Lyndon Johnson sont apparus comme les continuateurs de la révolution rooseveltienne sans que les présidences d'Eisenhower et de Nixon remettent en cause cet héritage.

C'est dans un contexte également troublé qu'est élu Ronald Reagan. Les États-Unis sont sous le coup du second choc pétrolier. Les taux d'inflation et de chômage sont élevés et l'État-providence en crise. À la suite du cuisant échec au Viêt-Nam, de l'offensive de l'Union soviétique en Afrique et de la prise d'otages à Téhéran s'installe un climat de « malaise ». Reagan promet la restauration d'une Amérique forte donc respectée, une nouvelle dynamique économique par la libération des entraves de la réglementation, le rétablissement des valeurs morales qui ont fait la grandeur des États-Unis. Pour l'emporter en 1992, les démocrates avec Clinton doivent adopter une

politique résolument centriste. Celle-ci, avec la prise de contrôle des deux chambres du Congrès par les républicains en 1994, prolonge la révolution reaganienne, y compris en matière sociale avec la réforme de l'assistance qui pourtant constituait une partie du cœur de l'héritage Rooseveltien.

Quelles perspectives offrent 2008 et 2012 ? Le contexte de crise est bien présent à l'issue de la présidence Bush : une crise financière et industrielle sévère aux conséquences sociales cruelles qui amène de nombreux analystes à dresser un parallèle avec 1929 ; l'existence de profondes inégalités creusées par la révolution reaganienne ; les excès pour certains d'un ordre moral imposé par la droite religieuse ; l'engagement dans deux guerres meurtrières et très coûteuses ; une menace terroriste qu'une panoplie de mesures sécuritaires ne parvient pas à éliminer ; des dissensions avec les alliés traditionnels...

L'élection d'Obama a d'abord une valeur symbolique, celle d'une Amérique pluriethnique qui majoritairement accepte ces changements. Elle contient aussi la promesse de mettre fin à des querelles partisanes qui paralysent Washington. Le choix que fait le nouveau président de miser sur la réforme du système de santé n'est pas fortuit. Cette réforme est en effet rendue nécessaire par des coûts bien supérieurs à ceux de tous les grands pays industrialisés, coûts qui pèsent sur la compétitivité des entreprises. Elle doit apporter à terme une couverture médicale à la quasi-totalité de la population américaine en mettant le prix d'une assurance à la portée du plus grand nombre (la prise en charge par *Medicaid* est étendue). Elle s'inscrit dans la tradition progressiste, donc dans la lignée des avancées sociales des ères Roosevelt puis Johnson. Elle représente enfin une victoire politique qui avait échappé à Hillary et Bill Clinton.

La réforme a été le fruit d'une majorité démocrate au Sénat puis à la Chambre en 2008. Elle cristallise cependant très vite une opposition au retour d'un État interventionniste autour du Tea Party. La force de ce mouvement que ne parvient pas à contrebalancer *Occupy Wall Street* (son élan se brise trop vite) débouche sur la crise de l'été 2011, qu'induit le déficit budgétaire et la nécessité de relever le plafond de la dette. Barack Obama ne peut en 2012 que faire valoir un bilan en demi-teinte, le bénéfice des réformes initiées n'apparaissant pas clairement et n'ayant pas l'ampleur de celles qui ont caractérisé les présidences Roosevelt et Reagan dans un contexte similaire de crise. Son succès le 6 novembre est donc plutôt inattendu et finalement assez remarquable. Barack Obama l'emporte dans 8 des 9 États clés ; les gains au Sénat ne sont pas négligeables compte-tenu de l'élection d'Elizabeth Warren dans le Massachusetts et de Tammy Baldwin dans le Wisconsin. Ils sont plus marginaux à la Chambre, mais les

progressistes (surtout californiens) considèrent qu'ils tiennent à l'absence de véritable engagement du président.

Il appartient donc au Parti républicain de tirer les leçons de son échec. Faut-il l'imputer à l'opposition de type obstructionniste du Tea Party ou bien au choix d'un candidat trop modéré qui par un discours centriste n'a pas réussi à mobiliser l'électorat républicain ? De la réponse à cette interrogation découlent deux scénarios possibles pour le Parti républicain. Soit les libertariens et le Tea Party constituent une frange radicale du parti qui devra à terme se fondre ou former un groupe satellite indépendant (*splinter group*), soit ils constituent son cœur électoral. Ils peuvent alors achever l'éviction des modérés (RINOs ou *Republicans in name only*) et prendre le contrôle de l'appareil du parti avec le risque non négligeable de l'aliénation de segments clés de son électorat traditionnel. Dans ce dernier cas, il ouvre une voie quasi royale au Parti démocrate.

Une clarification de la situation interviendra avec la solution qui sera adoptée – ou non – à la question de l'impasse budgétaire et fiscale. Autour du compromis ou de la crispation des positions se jouera l'élection de 2014 et vraisemblablement l'ensemble du second mandat de Barack Obama. Les réformes du système de santé et du système financier qui doivent être mises en place progressivement (et probablement amendées), l'indispensable réforme de la politique d'immigration transformeront en profondeur à la fois le paysage économique et social mais également le climat politique ; dans le cas contraire, l'issue de la crise demeurera incertaine.

Barack Obama n'a pas la personnalité charismatique de Franklin Roosevelt ou de Ronald Reagan, qui ont su créer un mouvement d'opinion suffisamment puissant pour faire aboutir des réformes qui ont marqué les contours d'une idéologie jugée en son temps révolutionnaire. L'action réformatrice d'Obama, pour respectable qu'elle ait été jusqu'à présent, n'entraîne pas la même adhésion. Et pourtant, en cette période de crise, une autre approche que celle qui a prévalu jusqu'à 2008 est apparue à une majorité d'Américains comme étant nécessaire.